



Assemblée générale

Distr. générale
2 août 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 45 de l'ordre du jour provisoire*

Université pour la paix

Université pour la paix

Rapport du Secrétaire général**

Résumé

L'Accord international portant création de l'Université pour la paix, traité multilatéral approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution [35/55](#), institue l'Université pour la paix en tant qu'établissement universitaire académiquement et financièrement autonome. Conformément à sa charte, l'Université a pour mission de doter l'humanité d'une institution internationale d'enseignement supérieur en faveur de la paix, de promouvoir chez tous les êtres humains l'esprit de compréhension, de tolérance et de coexistence pacifique, de stimuler la coopération entre les peuples et de contribuer à lever les obstacles et les menaces qui pèsent sur la paix et le progrès dans le monde.

Depuis plus de quarante ans, l'Université se consacre à la formation de cadres attachés à la cause de la paix. Ses programmes de master et de doctorat et ses initiatives de formation de courte durée ont permis de créer un réseau diversifié de plus de 7 000 anciens étudiants, dont plus de 65 % sont des femmes. Ces anciens étudiants travaillent aujourd'hui dans le monde entier dans un large éventail de domaines liés à la consolidation de la paix et à la résolution des conflits, notamment au sein d'organisations nationales et internationales, d'organisations non gouvernementales, d'organisations de la société civile, d'administrations locales, d'universités et du système des Nations Unies.

L'Université pour la paix s'attache à doter les générations à venir des connaissances et des compétences nécessaires pour surmonter les difficultés liées à la réalisation et au maintien de la paix dans le monde. La volonté politique et la coopération internationale sont nécessaires pour répondre aux nouveaux enjeux, y compris la crise climatique. Cependant, compte tenu de la situation mondiale actuelle, les fonds qui étaient auparavant destinés à l'éducation ont été réaffectés, et

* [A/79/150](#).

** Le présent rapport a été soumis aux services de conférence après la date prévue pour des raisons techniques indépendantes de la volonté du département auteur.



nous constatons une chute générale du nombre d'étudiantes et d'étudiants inscrits dans les programmes de premier et de deuxième cycle.

L'éducation peut jouer un rôle majeur dans l'instauration d'une paix durable. Le monde évolue rapidement et il doit en être de même pour la façon d'aborder l'éducation et la résolution des conflits. L'Université pour la paix s'engage à s'adapter, à évoluer et à veiller à ce que ses programmes restent pertinents et novateurs. Elle s'engage à continuer de promouvoir la recherche fondée sur l'analyse critique du discours et à favoriser un environnement propice à l'épanouissement des idées et à l'émergence de solutions. L'Université pour la paix reste déterminée à poursuivre ses programmes éducatifs et ses initiatives de recherche afin de promouvoir la pérennisation de la paix et la résolution des conflits au niveau mondial.

I. Introduction

1. Soumis en application de la résolution 76/73, le présent rapport fait la synthèse des progrès réalisés par l'Université pour la paix au cours de la période 2021-2024 et met en évidence à la fois ses difficultés et ses possibilités de croissance.
2. Le rapport résume les principales activités menées au siège de l'Université, au Costa Rica, ainsi que dans ses bureaux régionaux et institutions apparentées. Il met également l'accent sur les partenariats et les collaborations de l'Université, notamment avec le système des Nations Unies et ses organes subsidiaires, mais aussi avec le pays hôte, les gouvernements, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile et le secteur privé. En outre, le rapport donne un aperçu des récentes réalisations académiques de l'Université et de ses perspectives d'avenir.
3. Dans sa résolution 76/73, l'Assemblée générale a noté qu'en 2020, l'Université avait célébré 40 ans d'éducation et de formation de cadres pour la paix et a souligné la diversité de ses activités et de ses réalisations. Dans la résolution, l'Assemblée a relevé que l'Université se consacrait à des domaines essentiels, tels que la prévention des conflits, le maintien de la paix, la consolidation de la paix et le règlement pacifique des différends, et a prié les États membres et encouragé les organismes intergouvernementaux, les organisations non gouvernementales et les personnes intéressées à apporter, autant que faire se peut, des contributions financières à l'Université, afin d'appuyer ses travaux et ses programmes. L'Assemblée a prié l'Université de concevoir des méthodes viables, propres à renforcer encore la coopération avec le système des Nations Unies, et a prié le Secrétaire général de faire davantage appel à l'Université, dans le cadre de l'action qu'il mène en vue de régler les différends et de consolider la paix, pour la formation du personnel. L'Assemblée a invité les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait à adhérer formellement à l'Accord international portant création de l'Université pour la paix et à manifester ainsi leur soutien à l'Université et à ses travaux.

II. Université pour la paix en 2024

A. Quarante-quatre ans d'Université pour la paix

4. L'Université pour la paix célébrera bientôt son quarante-quatrième anniversaire. Créée en 1980 et guidée par la Charte de l'Université pour la paix, l'Université s'est résolument engagée à aligner ses travaux sur les objectifs fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Au fil des décennies, l'Université a joué un rôle crucial dans la formation de nouvelles générations de professionnels afin de les doter des compétences et de l'expertise nécessaires pour traiter et résoudre les conflits mondiaux en encourageant la compréhension, la tolérance et la coexistence pacifique. Alors qu'elle continue d'évoluer et d'étendre son champ d'action, l'Université illustre la façon dont la connaissance et la diplomatie peuvent façonner un avenir dans lequel la paix et l'harmonie prospèrent.
5. L'Université contribue à éduquer et à former des cadres dans le domaine de l'irénologie à travers son approche interdisciplinaire, qui couvre les piliers fondamentaux de l'ONU : la paix et la sécurité, les droits humains et le développement. Plus de 7 000 diplômés originaires de plus de 120 pays ont mis à profit leur expérience acquise dans le cadre des programmes de l'Université pour avoir des effets positifs à l'échelle mondiale. Il est à noter que les femmes représentent la majorité des étudiants et des diplômés de l'Université (plus de 65 %).

6. L'Université a élargi ses activités de renforcement des capacités non diplômantes pour y intégrer des centaines de programmes certifiants ou qualifiants, menés en partenariat avec des entités des Nations Unies, des organisations internationales, des institutions universitaires et des organismes gouvernementaux.

B. Changements dans la gouvernance de l'Université pour la paix

7. Les personnes suivantes ont rejoint le Conseil de l'Université pour la paix au cours de la période considérée : l'ancienne Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, qui occupe actuellement le poste de Présidente du Conseil ; le Ministre des affaires étrangères du Costa Rica, Arnoldo André Tinoco, qui occupe actuellement le poste de représentant du pays hôte ; et la Première dame du Costa Rica, Signe Zeikate, qui occupe également le poste de représentante du pays hôte.

8. Le Conseil est composé de 17 membres, dont 10 sont nommés par le Secrétaire général en consultation avec la Directrice générale de l'UNESCO et 7 sont des membres de droit. Trois postes du Conseil sont actuellement vacants. Dans l'attente de la nomination de ces membres supplémentaires, le Conseil est actuellement composé de six hommes et de huit femmes.

9. Les membres de droit actuels sont les suivants : le chancelier de l'Université pour la paix, Enrique Baron-Crespo (Espagne) ; le recteur de l'Université des Nations Unies, Tshilidzi Marwala (Afrique du Sud) ; la représentante de la Directrice générale de l'UNESCO, Gabriela Ramos (Mexique) ; le recteur de l'Université pour la Paix, Francisco Rojas Aravena (Chili) ; et les représentants du pays hôte, Arnoldo André Tinoco (Costa Rica) et Signe Zeikate (Costa Rica/Lettonie).

10. Les actuels membres de la communauté universitaire et spécialistes de la paix et de la sécurité sont les suivants : la Directrice exécutive de la Neem Foundation, Fatima Akilu (Nigéria) ; l'ancienne Sous-Directrice générale de l'UNESCO pour l'Afrique, Lalla Ben Barka (Mali) ; l'ancienne Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova (Bulgarie) ; la lauréate du prix Nobel de la paix, Ouided Bouchamaoui (Tunisie) ; la fondatrice et Directrice de Women in Security Conflict, Management and Peace, Meenakshi Gopinath (Inde) ; le professeur émérite d'histoire et de stratégie du Collège militaire royal du Canada, Hal Philip Klepak (Canada) ; l'ancienne Sous-Secrétaire générale à la planification des programmes, aux finances et au budget et Contrôleuse, Bettina Tucci Bartsiotas (Uruguay) ; et le Vice-président exécutif du China International Council for the Promotion of Multinational Corporations, Xiaoyu Zhang (Chine).

C. Le campus Rodrigo Carazo, siège de l'Université pour la paix

11. Situé à San José, au Costa Rica, le campus principal de l'Université porte le nom de son fondateur, l'ancien Président du Costa Rica, Rodrigo Carazo. Il s'étend sur 303 hectares au sein d'une réserve de forêt secondaire, mettant ainsi en valeur la riche diversité biologique du pays.

12. En septembre 2023, l'Université y a officiellement inauguré son nouvel auditorium Kofi Annan, avec la participation de la Directrice exécutive de la Fondation Kofi Annan, Corinne Momal-Vanian.

13. En juillet 2024, l'Université y a inauguré son auditorium Nelson Mandela.

D. Affaires universitaires

1. Inscription des étudiants

14. Le nombre d'étudiants inscrits dans les programmes de master sur le campus de l'Université a considérablement diminué, en particulier au cours des deux derniers semestres, en raison de facteurs tels que les conflits en cours, qui ont pesé sur l'accès au financement et la facilité de déplacement. Cela étant, l'Université a enregistré une moyenne d'admission de 500 à 550 étudiantes et étudiants au niveau mondial pour les trois années couvertes par le présent rapport.

15. L'Université s'est efforcée de trouver des moyens novateurs d'étendre sa présence académique, notamment en proposant des programmes en Colombie, à El Salvador, au Honduras, en Italie et en Somalie. Les partenariats avec d'autres institutions universitaires au sein du système des Nations Unies, telles que l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), ainsi qu'avec des universités locales et internationales pour des cours certifiants et des programmes de doubles diplômes s'avèrent également utiles.

2. Programmes de master et certificats

16. L'Université reste déterminée à proposer des programmes de master de pointe dans les domaines liés à son mandat. Tous les programmes d'études intègrent des approches diverses en matière de genre, de sexualité, de race, d'appartenance ethnique, de religion et de classe sociale. Les 14 programmes de master suivants sont actuellement dispensés sur le campus principal de l'Université, au Costa Rica :

- a) Résolution des conflits, paix et développement (en espagnol) ;
- b) Développement et diplomatie ;
- c) Écologie et société ;
- d) Environnement, développement et paix, avec des spécialisations portant sur la sécurité et la gouvernance environnementales, les changements climatiques et les systèmes alimentaires durables ;
- e) Genre et développement ;
- f) Genre et consolidation de la paix ;
- g) Sciences autochtones et paix ;
- h) Droit international et diplomatie ;
- i) Droit international et droits humains ;
- j) Droit international et règlement des différends ;
- k) Paix internationale ;
- l) Médias et paix (en fonction des inscriptions, ce programme est proposé en tant que spécialisation) ;
- m) Éducation à la paix ;
- n) Gestion responsable et développement économique durable.

17. L'Université propose également les programmes de master suivants sur son campus en Somalie :

- a) Paix, gouvernance et développement ;

- b) Environnement, développement et paix ;
- c) Droit international et droits humains ;
- d) Résilience aux catastrophes, leadership et action humanitaire.

18. À la suite de la pandémie de COVID-19, l'Université a élargi son offre de cours en ligne, qui comprend désormais les programmes suivants :

- a) Master et certificat en développement et diplomatie (en collaboration avec l'UNITAR) ;
- b) Master en environnement, développement et paix ;
- c) Master et certificat en genre et consolidation de la paix (en collaboration avec l'UNITAR) ;
- d) Master et certificat en droit international et diplomatie (en collaboration avec l'UNITAR) ;
- e) Master et certificat en droit international et règlement des différends (en collaboration avec l'UNITAR) ;
- f) Master en religion, culture et paix, avec le soutien conjoint de la Ligue islamique mondiale, de l'Université pontificale du Latran et du Congrès juif mondial ;
- g) Master en pérennisation de la paix dans le monde contemporain.

19. En partenariat avec différentes institutions, l'Université propose également les programmes de master hors campus suivants :

- a) Master en droit international et droits humains, en partenariat avec le barreau du Costa Rica ;
- b) Master en prévention du blanchiment d'argent et de la criminalité financière, en partenariat avec la Fundación para el Estudio del Lavado de Activos y Delitos ;
- c) Master en cybercriminalité, cybersécurité et droit international, en partenariat avec l'UNICRI ;
- d) Master en criminalité et justice transnationales, en partenariat avec l'UNICRI.

3. Doubles diplômes et programmes conjoints

20. L'Université jouit d'un vaste réseau de partenariats avec des universités prestigieuses du monde entier, offrant ainsi aux étudiantes et étudiants la possibilité d'obtenir plusieurs diplômes. Grâce à ces programmes innovants de doubles diplômes et ces programmes conjoints, les étudiants peuvent non seulement se plonger dans des domaines d'études complémentaires, mais aussi élargir leurs connaissances et leurs qualifications en étudiant dans plusieurs établissements universitaires à travers le monde, ce qui leur permet de développer des compétences pluridisciplinaires, de cultiver des perspectives mondiales et de se démarquer sur le marché du travail concurrentiel d'aujourd'hui. En optimisant les divers partenariats internationaux de l'Université, les étudiants peuvent maximiser le rendement de leur investissement éducatif. L'Université pour la paix compte parmi ses partenaires les universités suivantes :

- a) American University, États-Unis d'Amérique : master en affaires internationales de l'American University et master en ressources naturelles et en développement durable de l'Université pour la paix ;

- b) Brandeis University, États-Unis d'Amérique : master en coexistence et conflit de la Brandeis University et master en droit international et droits humains de l'Université pour la paix ;
- c) Barreau du Costa Rica, Costa Rica : master en droit international et droits humains de l'Université pour la paix (en espagnol) ;
- d) Fundación para el Estudio del Lavado de Activos y Delitos, Costa Rica : master en prévention du blanchiment d'argent et de la criminalité financière de l'Université pour la paix (en espagnol) ;
- e) Hankuk University of Foreign Studies, République de Corée : master de la Hankuk University of Foreign Studies et de l'Université pour la paix dans les domaines du droit, de la communication (médias) et du développement durable ;
- f) Pace University, États-Unis d'Amérique : master en écologie et société de l'Université pour la paix ;
- g) Université pontificale Javeriana, Colombie : master en droits humains et culture de la paix de l'Université pontificale Javeriana et master au choix de l'Université pour la paix ;
- h) Police nationale ougandaise : master en paix, gouvernance et sécurité de l'Université pour la paix ;
- i) UNICRI : master en criminalité et justice transnationales de l'Université pour la paix ;
- j) UNICRI : master en cybercriminalité, cybersécurité et droit international de l'Université pour la paix ;
- k) UNITAR : master en genre et développement, master en développement et diplomatie, master en droit international et diplomatie et master en droit international et règlement des différends de l'Université pour la paix ;
- l) UNESCO, IHE Delft Institute for Water Education et Université d'État de l'Oregon : master en eau, coopération et paix de l'Université d'État de l'Oregon et master en environnement, développement et paix de l'Université pour la paix ;
- m) Université de Rosario, Colombie : master en droit international de l'Université de Rosario et master en résolution des conflits, paix et développement de l'Université pour la paix (en espagnol) ;
- n) Université de Santander, Colombie : programmes de certification professionnelle ;
- o) Worldwide Indigenous Science Network, États-Unis d'Amérique : master en sciences autochtones et paix de l'Université pour la paix ;
- p) Ligue islamique mondiale, Congrès juif mondial et Université pontificale du Latran : master en religion, culture et paix de l'Université pour la paix.

4. Programmes de bourses d'études

21. L'Université bénéficie actuellement de plusieurs programmes de bourses d'études, notamment les suivants :

- a) Programme de bourses du Barreau du Costa Rica : le Barreau du Costa Rica attribue 10 bourses à des étudiantes et étudiants inscrits au master hors campus en droit international et droits humains ;
- b) Programme de bourses de l'Office allemand d'échanges universitaires : bourses pour des études de master ou de doctorat liées au développement, accordées

à des personnes qui envisagent de faire carrière dans l'enseignement ou la recherche dans un établissement d'enseignement supérieur de leur région d'origine ou de leur pays d'origine. Le nombre de bourses est déterminé sur une base annuelle ;

c) Programme de bourses de la Hankuk University of Foreign Studies : dans le cadre de la collaboration entre l'Université pour la paix et la Hankuk University of Foreign Studies, des bourses complètes sont accordées aux étudiantes et étudiants de la République de Corée qui souhaitent poursuivre des études de troisième cycle en coplômation à l'Université pour la paix ;

d) Programme de bourses Alissa : ce programme permet à 15 étudiantes et étudiants (5 de confession musulmane, 5 de confession juive et 5 de confession catholique) de bénéficier d'une bourse complète pour suivre un master en religion, culture et paix à l'Université pour la paix. Fruit d'un partenariat entre la Ligue islamique mondiale, le Congrès juif mondial et l'Université pontificale du Latran, ce programme diplômant vise à encourager le dialogue interreligieux et interconfessionnel.

22. L'Université pour la paix propose un large éventail de programmes de bourses pour soutenir les étudiantes et étudiants issus d'horizons divers. Ces programmes comprennent des bourses pour les militantes et militants LGBTQI+ qui couvrent 70 % des frais de scolarité du master en genre et consolidation de la paix, et des bourses EmpowerHER qui couvrent 50 % des frais de scolarité pour les femmes travaillant sur des initiatives visant à prévenir la violence de genre. En outre, des bourses pour les défenseuses et défenseurs des droits humains couvrent 50 % des frais de scolarité des militantes et militants des droits humains. Outre ces bourses spécialisées, l'Université offre également une bourse complète par an à un résident ou une résidente de Ciudad Colón, au Costa Rica, en concertation avec la municipalité de Mora ; une prise en charge de 50 % des frais de scolarité pour les professeurs des universités partenaires, les ressortissants costariciens et les personnes en séjour régulier au Costa Rica, les membres du personnel et les volontaires des Nations Unies à temps plein, ainsi que les réfugiés et les demandeurs d'asile en situation régulière ; une prise en charge de 30 % des frais de scolarité pour les anciens étudiants de l'Université pour la paix qui souhaitent obtenir un deuxième diplôme ; et des bourses au mérite pour les citoyens et les ressortissants des États signataires de la Charte de l'Université pour la paix, les étudiants diplômés d'universités partenaires et les étudiants des pays hispanophones intéressés par le master en résolution des conflits, paix et développement.

23. La Nippon Foundation soutient généreusement l'Université depuis plus de 16 ans au travers du programme de bourses « Asian Peacebuilders ». La Naveen and Anu Jain Family Foundation a également apporté un soutien précieux au programme de bourses sur la paix, la santé et l'innovation.

5. Programmes de doctorat

24. L'Université propose un programme de doctorat dans le domaine de la paix et des conflits sur son campus principal. Ce programme s'adresse aux chercheurs et chercheuses désireux de faire progresser les études sur la paix. Au total, 19 personnes ont obtenu leur diplôme à ce jour et 48 autres travaillent actuellement sur leur thèse de doctorat. Ce programme permet également aux professionnels de traduire leur expérience pratique en connaissances scientifiques, qui peuvent être systématisées et faire l'objet de publications universitaires.

25. Dans le cadre de son Programme pour l'Afrique, l'Université propose également un doctorat en paix, gouvernance et développement. Au total, 21 anciens étudiants

sont titulaires de ce doctorat, dont l'actuel Président de la Somalie, Hassan Sheikh Mohamud.

26. Depuis 2020, l'Université propose également un doctorat en leadership et développement durable par l'intermédiaire de son centre chinois à Beijing, où plus de 40 élèves sont actuellement inscrits.

27. En 2024, l'Université pour la paix a signé un mémorandum d'accord avec l'Institut d'enseignement supérieur GIOYA à Malte en vue de proposer un nouveau doctorat exécutif conjoint en diplomatie commerciale, homologué par l'Autorité maltaise de l'enseignement postsecondaire et supérieur. Ce doctorat aborde des sujets tels que les relations économiques et commerciales multilatérales et multipolaires, les approches durables du commerce international, le rôle des nouvelles technologies dans la diplomatie commerciale et les instruments financiers pour la diplomatie commerciale internationale.

6. Corps professoral

28. L'Université pour la paix compte un corps professoral de renom, composé de professeurs résidents et d'un large contingent de professeurs invités venus du monde entier. L'Université compte actuellement 15 professeurs résidents, qui apportent rigueur et continuité académiques, mais accueille aussi environ 60 professeurs invités par année universitaire. Le nombre plus élevé de professeurs invités s'explique par le fait que l'expérience universitaire se veut très pratique et expérimentale par nature. Les étudiants apprennent directement auprès de spécialistes, de professionnels et de décideurs politiques de premier plan actifs dans leur domaine.

29. Les professeurs résidents actuels sont Karen Acosta (Costa Rica/République bolivarienne du Venezuela), Jan Breitling (Allemagne), Mariateresa Garrido (République bolivarienne du Venezuela), Mihir Kanade (Inde), Stephanie Knox (États-Unis), Mónica Paniagua (Costa Rica), Clara Ramin (Allemagne), Uzma Rashid (Pakistan), Juan Carlos Sainz-Borgo (Espagne/République bolivarienne du Venezuela), Adriana Salcedo (Équateur/États-Unis), Marjolein Schaap (Royaume des Pays-Bas), Olivia Sylvester (Canada), Juan José Vásquez (Costa Rica), Mauricio Vieira (Brésil) et Mirian Vilela (Brésil).

7. Autres activités académiques

30. En novembre 2021, l'Université a ouvert un bureau sur le campus de l'Université de Santander à Bucaramanga, en Colombie, pour proposer des formations et des cours qualifiants aux entités de l'État, aux organisations sociales et aux communautés, en mettant l'accent sur la paix, la coexistence citoyenne et les droits humains, de manière à contribuer à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix en Colombie.

31. En février 2022, l'Université a officiellement ouvert un bureau d'aide juridictionnelle gratuite pour les journalistes, afin d'apporter un soutien, y compris une assistance et un accompagnement juridiques, aux journalistes victimes d'agressions, de menaces, de restrictions injustifiées ou de pressions dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

32. En février 2023, le recteur de l'Université pour la paix, Francisco Rojas Aravena, et l'Observateur permanent de l'Université pour la paix auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, David Fernández-Puyana, ont participé au troisième Forum humanitaire international de Riyad, organisé par la Commission royale pour la ville de Riyad.

33. En août 2023, en collaboration avec le Centre de lutte contre le terrorisme, le crime transnational et la corruption de l'Université George Mason, l'Université a mis en œuvre un programme de bourses pour les championnes et champions de la démocratie et de la lutte contre la corruption, qui doit permettre aux ressortissants d'El Salvador, du Guatemala et du Honduras d'améliorer leurs capacités en matière de renforcement de la démocratie et de lutte contre la corruption et l'impunité dans leurs pays respectifs.

34. En janvier 2024, l'Université a mis au point une formation qualifiante en renforcement des capacités de réinsertion sociale à El Salvador, qui vise à former des professionnels des organisations de la société civile, des pouvoirs publics et des organisations internationales aux questions liées aux droits humains, à la violence, aux conflits, à la réinsertion sociale, à la justice réparatrice et à la paix et à leur fournir les connaissances et les outils nécessaires pour apporter un appui social et un accompagnement efficaces dans le cadre de la réinsertion post-pénitentiaire des personnes ayant purgé une peine d'emprisonnement.

35. En février 2024, l'Université a signé un mémorandum d'accord avec la Juridiction spéciale pour la paix en Colombie portant sur la conception de cours abordant des thèmes liés à la paix et à la justice réparatrice.

36. En juillet 2024, l'Université a participé à la deuxième réunion du Processus de Quito, qui s'est réuni pour la première fois sous la présidence *pro tempore* du Costa Rica, à San José. Le Processus de Quito regroupe 15 pays d'Amérique latine et vise à trouver des solutions aux problèmes migratoires régionaux, et plus particulièrement à ceux qui découlent de la situation en République bolivarienne du Venezuela.

8. Accréditation

37. Depuis 2008, l'Université pour la paix fait partie du système national d'accréditation de l'enseignement supérieur du Costa Rica. Par conséquent, l'ensemble de ses programmes de master font l'objet d'une évaluation externe continue et systématique.

38. Les programmes de master suivants bénéficient actuellement d'une accréditation dans le cadre du Système national d'accréditation de l'enseignement supérieur costaricien : environnement, développement et paix (2014), droit international et droits humains (2016), droit international et règlement des différends (2016), paix internationale (2024), paix internationale avec une spécialisation en médias, paix et conflits (2024) et genre et consolidation de la paix (2024).

9. Anciens étudiants

39. L'Université pour la paix jouit d'un vaste réseau de plus de 7 000 anciens étudiants, qui contribuent de manière significative à la consolidation de la paix dans un large éventail de secteurs. La plupart de ces anciens élèves travaillent dans le domaine de la consolidation de la paix et interviennent souvent en première ligne dans des situations de conflit, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leur pays d'origine. Bon nombre de diplômés de l'Université travaillent pour des organisations non gouvernementales et beaucoup d'autres travaillent au sein du système des Nations Unies ou dans d'autres organisations internationales. En outre, plusieurs occupent désormais des postes universitaires ou travaillent pour des établissements d'enseignement. D'autres anciens étudiants de l'Université font partie des gouvernements nationaux et apportent leur expertise dans des domaines aussi variés que les affaires internationales, les affaires électorales et la politique environnementale. D'autres encore poursuivent actuellement des études de doctorat à l'Université ou dans d'autres établissements d'enseignement supérieur.

40. Plusieurs diplômés ont récemment occupé des postes en rapport avec la mission mondiale de l'université, notamment :

- a) Sandra Noriega Urizar de Kugler, titulaire d'un master en relations internationales, coopération, intégration et paix : Ambassadrice du Guatemala au Costa Rica ;
- b) Pamela Marquez, titulaire d'un master en pérennisation de la paix dans le monde contemporain : Responsable nationale du déploiement des centres d'aide à la réinstallation dans le cadre du Programme d'admission des réfugiés aux États-Unis de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ;
- c) Mahmoud Abdou, titulaire d'un master en droit international et règlement des différends : Gestionnaire du programme « État de droit » (bande de Gaza) et analyste du programme « Gouvernance » (Riyad) au sein du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ;
- d) Thais Moraes, titulaire d'un master en pérennisation de la paix dans le monde contemporain : Directrice par intérim du bureau national du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en République dominicaine ;
- e) Maffi Devadoss, master en criminalité et justice transnationales : Coordinatrice gouvernance et justice au sein de l'équipe de pays des Nations Unies au Viet Nam ;
- f) Pushpi Weerakoon, titulaire d'un doctorat en paix et conflits : Coordinatrice genre et protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles pour la région Pacifique au sein de l'OIM ;
- g) Hamish Low, titulaire d'un master en médias, paix et conflits : Responsable des programmes mondiaux de la Croix-Rouge néo-zélandaise ;
- h) George Esunge Fominyen, titulaire d'un master en pérennisation de la paix dans le monde contemporain : Directeur adjoint du Programme alimentaire mondial en Italie ;
- i) Diana Stoecklin, titulaire d'un master en droit international et droits humains : Chef de bureau du Comité international de la Croix-Rouge en République démocratique du Congo ;
- j) Samrawit Tibebe Zenebe, titulaire d'un master en paix internationale : Responsable de l'action humanitaire et de l'éducation à la paix au Centre de soutien mondial du Bureau mondial du scoutisme à Kuala Lumpur.

41. L'un des récents diplômés les plus influents de l'Université est l'actuel Président de la Somalie, Hassan Sheikh Mohamud, qui a obtenu un doctorat avec une spécialisation en paix, gouvernance et développement pour sa thèse intitulée « Examining the challenges of clan politics in State building: a case study of Somalia » (Examen des défis posés par la politique des clans dans la construction de l'État : une étude de cas en Somalie).

42. L'Association des anciens élèves de l'Université pour la paix a vu le jour en 2024 et a immédiatement cherché à signer un accord avec l'Université pour favoriser les initiatives qui promeuvent l'éducation à la paix, renforcer la mobilisation des anciens élèves, faciliter le développement professionnel, encourager la recherche, soutenir les étudiants actuels de l'Université et entreprendre d'autres activités conformes aux missions respectives des deux entités.

10. Publications

43. L'Université contribue à l'avancement des connaissances et à la promotion d'une paix durable dans le monde entier grâce à ses recherches approfondies et à ses publications dans divers domaines de l'irénologie. Elle cherche non seulement à enrichir le dialogue mondial, mais aussi à doter les parties prenantes des informations et des stratégies nécessaires pour remédier aux problèmes d'aujourd'hui et cultiver une paix durable au sein des communautés et des nations.

44. La plateforme Ideas for Peace de l'Université se veut une enceinte dynamique de réflexion innovante et de dialogue sur la paix et le développement durable dans le monde. Elle offre un espace de collaboration où les universitaires, les praticiens et les étudiants peuvent échanger des idées, proposer des solutions et inspirer des actions visant à créer un monde plus pacifique et plus durable.

45. Élaboré dans le cadre d'un projet financé par le Programme international pour le développement de la communication de l'UNESCO, le rapport de 2021 sur la sécurité des femmes journalistes à El Salvador, au Honduras et au Nicaragua a montré qu'il était urgent de renforcer les protections juridiques, d'améliorer les protocoles de sécurité et de renforcer les services de soutien afin d'éliminer les obstacles systémiques et la discrimination fondée sur le genre qui mettent en péril la sécurité et la liberté de la presse des femmes journalistes en Amérique centrale.

46. La publication *The Journey to Gender Equality: Mapping the Implementation of the Beijing Declaration and Platform for Action*¹ (Le voyage vers l'égalité des genres : Cartographie de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing) aborde le long chemin, non linéaire, vers l'égalité des genres. L'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, qui appellent à agir dans 12 domaines clés pour garantir un environnement équitable aux femmes, y est considérée comme une étape cruciale. La publication rappelle toutefois qu'en dépit des engagements pris il y a 25 ans, aucun pays n'est parvenu à une pleine égalité des genres. Elle insiste également sur la nécessité de réfléchir aux progrès accomplis, aux obstacles à surmonter et à la manière dont la Déclaration a été mise en œuvre.

47. Dans leur *Manuale per il cittadino globale*² (Manuel du citoyen du monde), publié par University for Peace Press en 2022, Roberto Savio et Giuliano Rizzi proposent un ensemble de pistes de réflexion sur de grands sujets d'actualité internationale. Leur manuel sert de base à de nouvelles conversations visant à approfondir la compréhension de thèmes universels essentiels liés à la vie et à la mort sur Terre. Il est indispensable d'avoir conscience de ces questions pour pouvoir lancer des alertes précoces et prendre des décisions cruciales pour survivre et pour créer la résilience nécessaire pour faire face aux risques et aux menaces qui se profilent.

48. Publié en 2022, l'ouvrage intitulé « Multilateralism, human rights and diplomacy: a global perspective » (Multilatéralisme, droits humains et diplomatie : une perspective mondiale), comprend des contributions de l'ancien Président du Costa Rica, Carlos Alvarado Quesada, du Président de la République française, Emmanuel Macron, de l'ancien Président du Parlement européen, David Maria Sassoli, du Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, de l'Ambassadeur et Représentant permanent du Costa Rica auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Christian Guillermet-Fernández, du Secrétaire général de la Ligue islamique mondiale, Mohammad bin Abdulkarim

¹ Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://upeace.org/wp-content/uploads/2024/04/Rashid-The-Journey-to-Gender-Equality.pdf>.

² Disponible (en espagnol) à l'adresse suivante : <https://upeace.org/wp-content/uploads/2024/04/Savio-y-Rizzi-Manual-Ciudadano-Global.pdf>.

Alissa, et de l'Ambassadeur et Président de la Commission de la fonction publique internationale, Larbi Djacta, entre autres contributeurs internationaux.

49. La publication *Mapping Online Gender-Based Violence* (Cartographie de la violence de genre en ligne) aborde la question de la violence de genre à l'ère numérique et met l'accent sur l'utilisation généralisée des technologies de l'information et des communications et des médias sociaux, ainsi que sur la nécessité de comprendre à la fois leur popularité et les disparités de genre dans l'accès et l'utilisation de ces technologies. Cette publication vise à souligner la prévalence de la violence de genre en ligne, ses répercussions sur le plan personnel, social et sociétal, ainsi que l'importance de s'attaquer au rôle que jouent les plateformes Internet dans l'alimentation du cycle de la violence, tout en soulignant le rôle des réglementations internationales, de l'engagement communautaire et de la confiance dans la création d'espaces en ligne sûrs.

50. En 2022, l'Université pour la paix a publié *White Paper on Illicit Economies and Organized Crime in Africa* (Livre blanc sur les économies illicites et le crime organisé en Afrique), qui vise à promouvoir le dialogue entre les différentes parties prenantes, y compris les responsables gouvernementaux, la société civile, les chercheurs, les universitaires et le secteur privé, sur la question de la prévention et de la lutte contre les économies illicites et le crime organisé en Afrique.

51. Dirigé par Michael Wiener et David Fernández-Puyana et publié en 2022, *A Missing Piece for Peace: Bringing Together the Right to Peace and Freedom of Conscientious Objection to Military Service* (Une pièce manquante du puzzle pour la paix : associer le droit à la paix et la liberté d'objection de conscience au service militaire) met en évidence l'influence positive des jeunes sur le maintien de la paix et recommande à la communauté de la paix et de la sécurité de collaborer avec les jeunes d'une manière novatrice.

52. En 2022, le recteur de l'Université pour la paix, Francisco Rojas Aravena, et la Secrétaire générale de la Faculté latino-américaine des sciences sociales, Josette Altmann, ont codirigé une publication sur la volonté politique de construire un avenir différent en Amérique latine, qui fournit une analyse complète et holistique de l'état actuel de l'Amérique latine³. La publication aborde les tendances historiques de la région, les interconnexions mondiales, les systèmes politiques, les facteurs sociaux et économiques et les enjeux environnementaux. Elle traite également de la dynamique complexe de la région et des opportunités et obstacles à la construction d'un avenir meilleur.

53. En 2023, à partir d'un suivi des médias, une équipe du bureau de l'Université chargé de fournir une aide juridictionnelle gratuite aux journalistes a rédigé un rapport intitulé *Freedom of Expression in Costa Rica: A Look into the 2022 Electoral Process*⁴ (Liberté d'expression au Costa Rica : Un regard sur le processus électoral de 2022) dans le but de recenser les situations susceptibles de compromettre l'exercice de la liberté d'expression dans le pays pendant les élections générales de 2022 et à l'issue du processus électoral.

54. En 2023, en collaboration avec l'Agence allemande de coopération internationale, l'Université a publié un ouvrage sur l'approche multidimensionnelle de l'accès à la justice, sous la direction du vice-recteur de l'Université pour la paix, Juan Carlos Sainz-Borgo. L'ouvrage est une compilation d'articles issus

³ Disponible (en espagnol) à l'adresse suivante : <https://upeace.org/wp-content/uploads/2024/04/Rojas-y-Altman-America-Latina-voluntad-politica.pdf>.

⁴ Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://upeace.org/wp-content/uploads/2024/08/Freedom-of-Expression-in-Costa-Rica-A-Look-into-the-2022-Electoral-Process.pdf>.

d'événements organisés au Costa Rica et en Colombie en 2018 et 2019 et permet d'aborder le vaste sujet de l'accès à la justice en Amérique latine sous de multiples angles.

55. Publié en 2023 sous la direction du titulaire de la Chaire sur la lutte contre le commerce illicite et la prévention de la criminalité transnationale organisée, Mauricio Vieira, *Global Approaches on State Fragility and Organized Crime* (Approches mondiales de la fragilité des États et de la criminalité organisée) traite des principaux problèmes posés par la criminalité organisée et de sa dynamique, ainsi que de la fragilité des États.

56. En 2023, l'Université pour la paix et l'Université Reichman en Israël se sont associées pour publier *The Shimon Peres Legacy of Peace through Fourteen Historical Speeches: On the Occasion of the 100th Anniversary of Shimon Peres' Birth* (L'héritage de Shimon Peres pour la paix à travers quatorze discours historiques : À l'occasion du 100^e anniversaire de la naissance de Shimon Peres), codirigé par l'Observateur permanent de l'Université pour la paix auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, David Fernández-Puyana, et la professeure associée de la Lauder School of Government, Diplomacy and Strategy de l'Université Reichman, Daphne Richmond-Barak.

57. En 2024, en collaboration avec la Fundación para el Estudio del Lavado de Activos y Delitos, la Fondation Konrad Adenauer, l'Université de Santander, Estrategos et Editorial Diké, l'Université pour la paix a publié *Criminal Economies: Multidimensional Approaches* (Économies criminelles : approches multidimensionnelles), qui présente un examen exhaustif et interdisciplinaire de questions centrales liées à diverses activités criminelles, en s'appuyant sur les points de vue de spécialistes de différentes disciplines académiques.

58. En 2024, l'Université a publié un livre sur la restitution des souvenirs, des coutumes et des traditions de la culture Huetar, qui vise à mettre en valeur le patrimoine culturel de la communauté Quitirrisí. Dans ce livre, qui est le résultat d'un projet lancé par Olivia Sylvester en mai 2022, les riches traditions du peuple Huetar sont présentées au travers de récits authentiques et d'œuvres d'art, ce qui permet de préserver ce précieux patrimoine culturel et de le rendre accessible à toutes et à tous.

E. Bureaux régionaux et institutions apparentées

1. Bureaux et programmes régionaux

59. Au cours de la période considérée, l'Université a continué à renforcer et à étendre sa présence dans le monde grâce au travail de ses bureaux régionaux en Afrique, en Asie, dans les Amériques et en Europe. Ces avant-postes stratégiquement placés ont permis à l'Université de resserrer ses liens avec les communautés locales du monde entier, et de favoriser ainsi le dialogue interculturel et les solutions collaboratives aux problèmes urgents en matière de paix et de développement durable.

60. L'Université pour la paix compte des observateurs permanents auprès du Siège de l'ONU à New York et de l'Office des Nations Unies à Genève. L'Université dispose également de bureaux régionaux et de représentations à Addis-Abeba, Beijing, Belgrade, La Haye, Manille, Mogadiscio, Rome, Santander (Colombie) et Tegucigalpa.

61. Conformément à la Mission de l'Université, son programme régional pour l'Afrique, basé à Addis-Abeba, vise à soutenir la paix dans la région. Fort d'une collaboration active avec plus de 30 universités, le programme prévoit des activités d'enseignement, de recherche, de préparation de publications et de sensibilisation de

la communauté. Par ses initiatives de renforcement des capacités, il a contribué à consolider les efforts des organisations régionales et des gouvernements nationaux d'Afrique.

62. En septembre 2021, l'Université a officiellement inauguré son campus en Somalie, qui accueille à l'heure actuelle le plus grand programme de pays d'Afrique. Lors de la cérémonie d'ouverture, 76 diplômés ont été mis à l'honneur.

63. En 2021, le Centre de l'Université au Honduras a organisé une formation sur la participation citoyenne, le plaidoyer et le contrôle social pour soutenir le renforcement institutionnel du Ministère du développement social, de l'Institut national de la jeunesse et du Programme des Nations Unies pour le développement.

64. En 2022, le Centre de l'Université au Honduras a organisé une formation sur la participation citoyenne, en mettant l'accent sur la résolution des conflits ancestraux et la promotion et la protection des droits humains des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine. La formation était destinée aux fonctionnaires de justice locaux et nationaux, aux membres des organisations de la société civile et des conseils locaux, aux institutions impliquées dans les processus électoraux et aux principaux responsables locaux soucieux de préserver les droits et les coutumes des peuples autochtones et des Honduriennes et Honduriens d'ascendance africaine.

65. En 2022, le Centre de l'Université au Honduras a également organisé, en collaboration avec l'OIM, un atelier de formation de formateurs, dont les participants ont reçu un diplôme en renforcement institutionnel, gestion des migrations et protection des droits humains des personnes migrantes.

66. Créé pour promouvoir et faciliter les programmes et activités de l'Université pour la paix au Royaume des Pays-Bas et dans d'autres pays européens, le Centre de La Haye a annoncé en 2022 le lancement d'un programme de bourses d'études destiné à soutenir les élèves désireux de poursuivre leurs études au siège de l'Université, au Costa Rica. Les premiers bénéficiaires de la bourse ont été deux personnes réfugiées ukrainiennes, qui ont obtenu leur diplôme en mai 2023.

67. Début 2023, après la remise du diplôme de doctorat de l'Université au Président de la Somalie, Qatar Charity a signé un accord avec l'Université pour soutenir financièrement plus de 100 doctorants somaliens.

68. Fin 2023, le Centre de l'Université au Honduras a décerné son certificat en résolution des conflits, plaintes et différends des peuples autochtones et des Honduriens d'ascendance africaine à 31 participants, dont 5 des communautés Miskito, Lenca et Tolupan. La formation leur a permis d'acquérir des outils de protection des droits des peuples autochtones et des peuples d'ascendance africaine et a insisté sur l'importance de l'accès à la justice dans les langues autochtones et sur la nécessité de renforcer les systèmes de justice de l'État.

69. En avril 2024, l'Ambassadeur Ramu Damodaran a pris officiellement ses fonctions d'Observateur permanent de l'Université pour la paix auprès de l'ONU et a présenté sa lettre de nomination au Secrétaire général. Au cours de leurs échanges, ils ont discuté du rôle vital de la mission de l'Université au sein de l'ONU et de sa détermination à promouvoir l'éducation à la paix en vue d'atteindre les objectifs de développement durable. L'Ambassadeur Damodaran a remplacé l'Ambassadeur Narinder Kakar, qui a occupé le poste d'Observateur permanent de l'Université pour la paix pendant plus de 20 ans.

70. Depuis mai 2024, le Centre de l'Université au Honduras propose, en collaboration avec le PNUD et l'OIM, un certificat en résolution de conflits, cohésion sociale et mobilité humaine, axé sur la résolution de conflits, la cohésion sociale et la protection des droits humains des personnes en situation de mobilité humaine, en

particulier les populations vulnérables. Au total, 30 personnes suivent le programme, dont des représentantes et représentants de diverses institutions gouvernementales honduriennes et d'organisations de la société civile spécialisées dans les droits des personnes migrantes, ainsi que des membres du personnel du PNUD et de l'OIM.

71. En juin 2024, sous la présidence indonésienne de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'Observateur permanent de l'Université pour la paix auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a organisé une mission sur le terrain à Nay Pyi Taw où il a rencontré des hauts fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères, des représentants du Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar, l'Envoyé spécial de l'ASEAN pour le Myanmar et des représentants de l'Indonésie, de la Malaisie et de l'Ambassade de Suisse à Yangon.

72. L'Université est occupée à établir un centre à Rome, qui se consacrera à l'étude des effets de l'intelligence artificielle sur la société, en abordant notamment les questions éthiques. Le centre permettra également de poursuivre les travaux en cours avec le Saint-Siège sur le dialogue interconfessionnel et ses implications pour la paix.

73. Le Centre de l'Université pour la paix en Chine a organisé une série de séminaires avec des invités d'honneur et une série de visites dans de prestigieuses universités chinoises. Des représentants de l'Université d'études internationales du Hebei et de l'Université d'études étrangères de Beijing se sont rendus sur le campus principal de l'Université pour la paix au Costa Rica pour signer des accords de coopération.

74. Au cours de la période considérée, l'Université pour la paix a signé des accords avec un grand nombre d'académies diplomatiques dans le monde.

2. Centres apparentés

75. Le Centre de la Charte de la Terre pour l'éducation au service du développement durable se consacre à deux domaines principaux : la formation et la recherche sur l'éducation au service du développement durable, dans le but de renforcer les capacités des éducateurs et éducatrices et de donner aux jeunes les moyens d'agir. Ces initiatives vont de pair avec les engagements pris dans le cadre du Programme d'action global pour l'éducation en vue du développement durable. Le Centre de la Charte de la Terre vise à promouvoir un sens renouvelé de l'interconnexion mondiale et de la responsabilité collective pour le bien-être de l'humanité, de la communauté de vie au sens large et des générations futures.

76. Le Centre des droits humains de l'Université pour la paix a été créé conformément à la Charte de l'Université pour la paix, qui met l'accent sur la compréhension, le respect et la tolérance, ainsi que sur la promotion universelle des droits humains. Pour remplir sa mission, le Centre mène des initiatives spécialisées en matière d'éducation, de formation, de renforcement des capacités et de sensibilisation aux droits humains, selon une approche concrète qui mêle la théorie à la pratique. Il chapeaute également un projet collaboratif d'apprentissage en ligne qui vise à concrétiser le droit au développement dans le cadre des objectifs de développement durable et collabore à l'intégration du droit au développement dans les examens nationaux volontaires. Cette initiative se déroule en partenariat avec la Section du droit au développement du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et avec l'Institut international pour la santé mondiale de l'Université des Nations Unies.

77. Le Centre de formation avancée de l'Université pour la paix propose des programmes de formation et des cours novateurs conçus pour renforcer les capacités de direction des participantes et participants et favoriser un changement positif parmi les professionnels. Situé au Costa Rica, le Centre propose des programmes de

formation avancée qui mettent l'accent sur l'impact social, le développement durable et la citoyenneté mondiale. Le Centre propose des ateliers en ligne et en personne, des programmes certifiants et des stages de formation personnalisés, qui visent tous à doter les individus et les organisations des compétences et des connaissances nécessaires pour faire face efficacement à la complexité des problèmes mondiaux.

F. Relations avec les communautés locales

78. L'Université pour la paix et les communautés locales d'El Rodeo et de Ciudad Colón entretiennent des relations solides et mutuellement bénéfiques. L'Université contribue significativement à l'économie des deux communautés en employant un grand nombre de leurs résidentes et résidents. Grâce à sa plateforme de logement, l'Université met en relation la population étudiante avec les propriétaires locaux. En outre, les autorités académiques, les professeurs résidents et les étudiants participent et contribuent activement aux activités culturelles de ces communautés. Dans le cadre de ce partenariat, l'Université attribue également une bourse annuelle à une personne méritante de Ciudad Colón, ce qui contribue à consolider les liens et la coopération avec la communauté.

79. L'actuel maire de la municipalité de Mora, Alfonso Jiménez, qui a récemment été élu pour un second mandat, est diplômé de l'Université et titulaire d'un master en résolution des conflits, paix et développement.

80. En 2023, Angie Cruickshank Lambert, titulaire d'un master en droit international et droits humains de l'Université, a été élue médiatrice du Costa Rica.

81. En 2023, l'Université a lancé l'initiative Proyecto Construye avec le financement de l'Ambassade des États-Unis au Costa Rica. Pilotée par l'Université pour la paix, cette initiative vise à renforcer les capacités d'adaptation locales de lutte contre les changements climatiques en améliorant la gouvernance en matière d'adaptation, à consolider les compétences techniques des autorités et à élaborer des outils destinés à promouvoir les actions d'adaptation. Trois publications décrivent également l'approche utilisée dans le cadre de l'initiative, de sorte qu'elle puisse servir de modèle à d'autres municipalités du Costa Rica.

82. En 2023, l'université a lancé le projet POLKA en collaboration avec le prestigieux IHE Delft Institute for Water Education et d'autres institutions de premier plan. Cette initiative vise à révolutionner la relation entre la politique et la pratique, afin de stimuler la production alimentaire durable et la préservation des écosystèmes en Afrique subsaharienne.

83. En novembre 2023, l'Université a accueilli des représentantes et représentants du Gouvernement du Costa Rica, dont le Président Rodrigo Chaves Robles, des ministres, des législateurs et des maires de la province de San José, pour une réunion exécutive. Il s'agissait de la première visite du Président sur le campus.

84. En juin 2024, l'Université a accueilli la troisième session de travail visant à élaborer un plan de gestion pour le corridor écologique interurbain Garcimuñoz, à laquelle ont participé des représentants du comité local, du Système national des zones protégées du Costa Rica et du projet sur la transition vers une économie verte urbaine. Les municipalités d'Alajuela et de Mora, le personnel académique de l'Université et la Charte de la Terre y ont apporté de précieuses contributions.

G. Relations internationales

85. En août 2022, l'Université a décerné le titre de docteur honoris causa aux fondateurs de l'Église de l'Unification de la République de Corée pour leur engagement de toute une vie en faveur d'une culture de la paix et de l'unité dans le monde entier.

86. En novembre 2022, l'Université a organisé un séminaire sur l'encadrement de la consolidation de la paix en Amérique centrale, en collaboration avec la Fulbright Association et l'Ambassade des États-Unis au Costa Rica. Plus de 20 bénéficiaires d'une bourse Fulbright représentant le Costa Rica et diverses nations d'Amérique centrale ont participé à l'événement, y compris deux anciens Présidents du Costa Rica, Luis Guillermo Solís Rivera et Óscar Arias Sánchez.

87. En septembre 2023, l'Université a conféré le titre de docteur honoris causa au Président de la Colombie, Gustavo Petro Urrego, en reconnaissance de son rôle moteur dans la promotion de la justice sociale, du développement durable et des droits humains dans le pays, ainsi que de sa recherche assidue d'une paix durable. La cérémonie a donné le coup d'envoi officiel de l'année universitaire 2023-2024.

88. En septembre 2023, l'Université a signé un mémorandum d'accord avec l'Université d'études internationales de Zhejiang, qui vise à promouvoir la mobilité des étudiants de cette université désireux de poursuivre leurs études supérieures à l'Université pour la paix.

89. En novembre 2023, l'Université a participé au Forum des envoyés spéciaux et des coordinateurs chargés de la lutte contre l'antisémitisme, organisé à l'initiative du Congrès juif mondial au siège de l'UNESCO à Paris.

90. Les accords conclus par l'Université avec l'Université de Santander et l'Université pontificale Javeriana en Colombie ont permis de mener des activités éducatives axées sur les études sur l'après-conflit, qui ont contribué au processus de paix en Colombie.

91. Le partenariat entre l'Université pour la paix et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture a permis d'approfondir la coopération dans le domaine de l'agriculture durable. Lors de la cérémonie de remise des diplômes 2024, le Directeur de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, Manuel Otero, a prononcé un discours liminaire dans lequel il a insisté sur l'importance des pratiques durables et sur le rôle de l'éducation dans la promotion de l'innovation agricole.

92. En décembre 2023, le Ministre des affaires étrangères de Bahreïn a annoncé que son pays s'engageait à proposer un programme universitaire de haut niveau sur la coexistence pacifique. Mis en œuvre en collaboration avec l'Université pour la paix, ce programme entend favoriser la coexistence pacifique en dotant les étudiantes et étudiants de connaissances et de compétences liées à l'étude des conflits. Il s'adresse aux diplomates, aux fonctionnaires, aux universitaires, aux chercheurs et aux entrepreneurs de Bahreïn et de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

93. En juillet 2024, l'Université a signé un accord avec le Centre international de formation des autorités et leaders de Malaga, en Espagne, afin d'élaborer un nouveau programme de diplôme de troisième cycle sur la coexistence pacifique et le renforcement des droits humains, de la paix et du développement, en collaboration avec le King Hamad Global Centre for Peaceful Coexistence et l'Institut d'enseignement supérieur GIOYA.

H. Relations avec le système des Nations Unies

94. En 2021, l'Université pour la paix a été déclarée plaque tournante pour l'objectif de développement durable n° 12 (Établir des modes de consommation et de production durables) par l'initiative Impact universitaire. Au fil des ans, l'Université a encouragé des recherches et des études approfondies sur le droit au développement, notamment au travers de cours en ligne visant à former les parties prenantes à la pertinence normative, théorique et pratique du droit au développement et aux mécanismes permettant de rendre ce droit opérationnel dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

95. Le titulaire de la Chaire sur la lutte contre le commerce illicite et la prévention de la criminalité transnationale collabore avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) dans le cadre d'un dialogue constructif sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Il participe également aux délibérations du Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles.

96. En mars 2022, l'Université a organisé un atelier sur le leadership en des temps complexes et difficiles, lors d'une réunion régionale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, qui s'est tenue à Panama City. Le recteur, Francisco Rojas Aravena, y a participé et a apporté son éclairage sur les événements actuels en Amérique latine et dans les Caraïbes.

97. En mars 2023, l'Université a accueilli la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide, Alice Wairimu Nderitu, à l'occasion d'un événement mondial de lancement du guide à l'intention des décideurs sur la lutte contre les discours de haine par l'éducation organisé par le Ministère des affaires étrangères du Costa Rica, le Bureau de la prévention du génocide et de la responsabilité de protéger, le Bureau de la Coordonnatrice résidente au Costa Rica, l'UNESCO et l'Université pour la paix.

98. En septembre 2023, le vice-recteur de l'Université pour la paix, Juan Carlos Sainz-Borgo, et l'Ambassadrice et Représentante permanente du Costa Rica auprès des Nations Unies, Maritza Chan-Valverde, ont rencontré la Vice-Secrétaire générale, Amina J. Mohammed, pour évoquer le programme de travail commun et les contributions de l'Université au nouveau programme pour la paix et la sécurité.

99. En janvier 2024, l'Observateur permanent de l'Université pour la paix auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, David Fernández-Puyana, a présenté les travaux de l'Université lors d'une réunion d'information organisée par la Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Genève, Tatiana Valovaya, à l'intention des États Membres et des entités des Nations Unies. Le recteur de l'Université pour la paix, Francisco Rojas Aravena, et le chancelier de l'Université pour la paix, Enrique Baron-Crespo, étaient également présents.

100. En mars 2024, l'Observateur permanent de l'Université pour la paix auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a rencontré la Secrétaire générale de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Rebeca Grynspan, pour discuter du renforcement de la collaboration entre les institutions en vue de promouvoir la coexistence pacifique, d'encourager le dialogue et de faire progresser les efforts diplomatiques.

101. En 2021, 2022 et 2023, le recteur de l'Université pour la paix a participé au Forum de haut niveau de l'Assemblée générale sur la culture de la paix, qui s'est tenu au siège des Nations Unies à New York.

102. En 2021, 2022 et 2023, l'Université pour la paix a eu l'honneur de recevoir le sceau « Living Integration » (Intégration vivante) de la part du bureau du HCR au Costa Rica, pour son action menée en faveur des réfugiés dans le pays.

103. Au cours de la période considérée, l'Université a travaillé à la mise en œuvre de programmes universitaires et humanitaires avec les entités des Nations Unies suivantes : PNUD, OIM, OIT, ONUDC, UNICRI, UNITAR et HCR.

104. L'Université pour la paix fait partie de l'équipe de pays des Nations Unies et participe activement à ses sessions régulières et spéciales, à ses événements et à ses sommets. Ses contributions soutiennent les objectifs nationaux et régionaux et contribuent directement à faire progresser les objectifs de développement durable.

I. Situation financière et gouvernance

105. L'Université vise à atteindre l'indépendance financière en tirant parti des recettes de ses programmes et initiatives d'enseignement et de formation, des dons et des initiatives spéciales qui sous-tendent ses opérations, ainsi que des contributions des États Membres. L'Université remercie tout particulièrement ses partenaires et donateurs, qui ont joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre de projets clés.

106. Malgré les efforts déployés, les conflits qui sévissent à travers le monde et les attaques dirigées contre les institutions multilatérales ont entraîné une forte diminution de la coopération et du financement du développement et de l'éducation. Dans ce contexte, les nouvelles exigences en matière de visas se traduisent par un durcissement des restrictions aux voyages à l'étranger et l'augmentation du coût de la vie entraîne une diminution du nombre d'étudiants suivant des programmes de troisième cycle.

J. Stratégie de développement

107. Sous la direction du Secrétaire général, l'Université alignera son programme de travail sur celui de l'ONU, en vue d'identifier et d'exploiter les synergies nécessaires à l'exécution efficace de son mandat.

108. L'Université s'efforce actuellement d'établir des relations de coopération avec des institutions philanthropiques privées, de concevoir des initiatives visant à promouvoir l'innovation dans l'éducation et de renforcer sa capacité à accréditer les programmes d'autres entités, tout en menant également des activités diplomatiques.

109. L'Université continue de s'étendre et de rayonner dans le monde entier. Par l'intermédiaire de ses antennes et représentations régionales, elle étend ses programmes éducatifs et ses initiatives de recherche à de nouveaux lieux, tout en veillant à ce qu'ils soient plus accessibles et plus pertinents pour diverses communautés.

110. En outre, l'Université est à l'avant-garde de sujets novateurs liés à l'étude de la paix et des conflits. Ses travaux s'inscrivent toujours dans le droit fil du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des récentes avancées dans des domaines tels que l'égalité des genres, les droits humains, le maintien de la paix, la consolidation de la paix et les changements climatiques.

111. La communauté internationale a manifesté son ferme soutien à l'Université, comme en témoigne la résolution 76/73 de l'Assemblée générale. Dans cette résolution, l'Assemblée invitait les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait à adhérer à l'Accord international portant création de l'Université pour la paix et à manifester ainsi leur soutien à un établissement d'enseignement ayant pour vocation

de promouvoir une culture de paix universelle et les principes de la Charte des Nations Unies.

112. L'Université entend développer encore ses programmes et ses activités et favoriser une coopération accrue et le renforcement des capacités entre les États Membres en matière de prévention et de règlement des différends, et de consolidation de la paix. L'Université continue d'appeler les organismes intergouvernementaux, les ONG, les personnes intéressées et les philanthropes à contribuer à ses programmes et à son budget de base, afin de lui permettre de poursuivre son travail dans le monde entier.

III. Conclusions

113. Si les priorités de la communauté internationale ne cessent d'évoluer, la promotion de la paix reste un objectif primordial pour l'Organisation des Nations Unies. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de mettre l'accent sur les dimensions politiques et la consolidation de la paix, de manière à atténuer les conflits en cours, à prévenir les menaces émergentes et à faire face à la polarisation tant mondiale que nationale. Le renforcement du multilatéralisme exige un effort collectif de la part de toutes les parties prenantes.

114. Il est essentiel de former les décideurs et décideuses à la promotion d'une culture de la paix et d'améliorer leur compréhension des causes sous-jacentes des conflits. Cet impératif souligne l'importance du travail accompli par l'Université pour la paix au cours des 44 dernières années.

115. Il convient de réaffirmer l'engagement de l'Université en faveur de la paix, de la solidarité, de la compassion, de la coopération multilatérale et de l'humanité. Les principes sous-jacents de l'irénologie et de l'éducation à la paix serviront à guider l'Université dans l'accomplissement de sa mission et à renforcer son rôle de fer de lance de la paix et de la non-violence.
